

CULTURE - SCIENCE - TECHNIQUE

Alliage

Pour citer cet article :

Jean Chesnaux,
" Construire une culture politique de l'écologie ",
Alliage, n°61 - Décembre 2007, ,
mis en ligne le 01 août 2012.
URL : <http://revel.unice.fr/alliage/index.html?id=3458>

[Voir l'article en ligne](#)

AVERTISSEMENT

Les publications du site REVEL sont protégées par les dispositions générales du Code de la propriété intellectuelle.

Conditions d'utilisation - respect du droit d'auteur et de la propriété intellectuelle

L'accès aux références bibliographiques et au texte intégral, aux outils de recherche ou au feuilletage de l'ensemble des revues est libre, cependant article, recension et autre contribution sont couvertes par le droit d'auteur et sont la propriété de leurs auteurs.

Les utilisateurs doivent toujours associer à toute unité documentaire les éléments bibliographiques permettant de l'identifier correctement et notamment toujours faire mention du nom de l'auteur, du titre de l'article, de la revue et du site Revel. Ces mentions apparaissent sur la page de garde des documents sauvegardés sur les postes des utilisateurs ou imprimés par leur soin.

L'université de Nice-Sophia Antipolis est l'éditeur du portail REVEL @Nice et à ce titre détient la propriété intellectuelle et les droits d'exploitation du site.

L'exploitation du site à des fins commerciales ou publicitaires est interdite ainsi que toute diffusion massive du contenu ou modification des données sans l'accord des auteurs et de l'équipe Revel.

Construire une culture politique de l'écologie

Jean Chesnaux

Jean Chesneaux (Paris, 1922 - Paris, 2007), historien franc-tireur.

fr

35-38

Décembre 2007

Jean Chesneaux nous a quittés en juillet 2007. Spécialiste renommé de l'histoire contemporaine de l'Asie orientale, il a été professeur à l'université Paris-VII et directeur d'études à l'EHESS. Mais sa carrière académique n'était que l'une des figures de cet homme profondément engagé dans les combats, et pas seulement théoriques, de son temps. En témoigne le recueil de ses textes, *L'engagement des intellectuels 1944-2004* (Privat, 2004), « itinéraire d'un historien franc-tireur ». Jean Chesneaux fut l'un des rares universitaires de son rang et de sa génération à comprendre pleinement le sens de Mai 68 et à s'impliquer activement dans les mouvements qui suivirent. Plus tard, il fut président d'honneur de Greenpeace-France, et membre du Conseil scientifique d'ATTAC. Sa curiosité intellectuelle était immense. Il a réfléchi et écrit sur le temps, le voyage, la modernité. Il était aussi l'un des meilleurs spécialistes de Jules Verne.

Ami de toujours de notre revue, il nous a donné plusieurs textes : « Les pierres du Larzac », *Alliage* n° 9 (1991), pp. 15-19 ; « L'œuvre de Joseph Needham et le statut de la science chinoise », *Alliage* n° 41-42 (1999), pp. 188-189 ; « Pour un humanisme générique », *Alliage* n° 45-46 (2000), pp. 156-158 ; « L'autre Verne et Zéphyrin Xirdal », *Alliage* n° 57-58 (2006), p. 159.

Le texte qui suit est celui de l'intervention de Jean Chesneaux lors de la séance de clôture du séminaire d'ATTAC de mars 2007.

Si nous ne pouvons éluder la construction de cette nouvelle culture politique, c'est que nous vivons un moment historique tout à fait singulier.

Acceptons-nous de prendre la mesure politique de ce moment tout nouveau ? Pour la première fois dans leur histoire multimillénaire, les sociétés humaines sont menacées dans leur existence physique, et cela du fait même de leur activisme économique et technique inconsidéré. L'humanité se révèle capable de détruire la base même de son être historique. On peut déjà anticiper, au moins dans leur ordre de grandeur, les effets funestes de processus comme la hausse du niveau des océans et le réchauffement des moyennes thermiques. Souligner que nous vivons un moment de tous les dangers, ce n'est pas céder à la panique. C'est affronter les exigences de ce qu'un intervenant a appelé ce matin la « transition écologique ». C'est-à-dire l'entrée dans une ère historique où le destin même de l'humanité dépend de son aptitude à préserver les conditions écologiques de son existence.

C'est pour affronter ce moment singulier qu'il nous faut élargir notre culture politique à de nouveaux outils conceptuels et de nouveaux indicateurs, devenir familiers avec de nouveaux types de dossiers, et encore élaborer un nouvel imaginaire.

Faute de temps, je dois, ici, m'en tenir à une sèche énumération, inévitablement disparate.

— Il faut explorer la notion théorique de limites, comme mise en défaut du vieux progrès illimité. Question-clé, mais qui continue à intimider certains. Rappelons-leur que l'éventualité de limites, comme référents majeurs du devenir humain, était inconnue sinon totalement dénuée de sens pour nos grands penseurs du progrès, ceux du XVIIIe comme ceux du XIXe siècle. Nombre d'intervenants ont fait référence ce matin à cette exigence d'une culture des limites, mais en l'associant parfois à la question de la rareté. Il faudrait reprendre cette

question. La rareté ne concerne que les choses, les ressources naturelles, alors que les limites sont une exigence structurelle, qui met en cause les processus mêmes du devenir humain.

— Il faut aussi penser le retournement théorique de la notion de responsabilité. Selon la tradition du droit romain, la vieille responsabilité concernait en effet des agissements passés, donc en amont. Mais la responsabilité écologique devient une exigence en aval, mettant en cause notre avenir et sur laquelle a insisté le philosophe Hans Jonas. Ainsi dans l'atelier Nord-Sud, j'ai suggéré que le Sud devenait co-responsable d'une régulation écologique globale des activités humaines ; il s'agit ici d'appeler le Sud à partager avec le Nord cette responsabilité en aval.

— Des indicateurs nouveaux viennent illustrer la gravité de la crise écologique. Ainsi la dette écologique Nord-Sud, non moins pesante que la dette financière du Sud envers le Nord. Ou l'empreinte écologique, le prélèvement plutôt ; rappelons qu'à eux seuls, les États-Unis consomment l'équivalent de toute la surface de la planète. Ou les éco-réfugiés, dont on évalue le nombre à deux cents millions pour le siècle qui vient, alors qu'ils étaient inconnus jusque récemment du droit international classique comme du droit humanitaire.

— Des données concrètes, souvent chiffrées, sont autant de signaux d'alarme. Un aérosol grand comme l'Europe, composé de déchets gazeux et de particules diverses issues notamment de la déforestation, flotte en permanence au-dessus de l'Asie du Sud-Est. Et l'on estime à vingt pour cent de la masse carbonée en haute atmosphère les fumées issues de la déforestation massive en zone intertropicale, sous l'effet soit de la frénésie spéculative, soit de la misère paysanne. N'oublions pas, comme on l'a rappelé dans l'atelier Nord-Sud, que la misère de masse peut, elle aussi, devenir un puissant facteur de dégradation de l'environnement.

— Un imaginaire culturel nouveau s'organise, toujours très médiatique. Loin d'être ravalés au rang de superstructures, la fonte des zones glaciaires, la submersion de terres habitées, les sécheresses et leurs incendies deviennent des images agissantes, des forces politiques.

Ces thèmes théoriques nouveaux, ces indicateurs nouveaux, ces images nouvelles devraient nous devenir aussi familiers que, sur le front du travail, les autres nouveaux venus que sont la délocalisation, la flexibilité, les plans sociaux, les stock-options...

Mais, me semble-t-il, nous devons aussi revisiter des catégories politiques certes déjà familières, mais qui prennent un sens nouveau à partir des injonctions toutes nouvelles de notre temps. Notamment sur trois points : l'État, la polarité Nord-Sud, le global.

Disons que s'ils gardent tous trois leur plein sens aujourd'hui, c'est dans l'ombre portée de la crise écologique mondiale et du réchauffement climatique.

L'État.

Seule la puissance publique peut édicter, contrôler, sanctionner dans le domaine des émissions de gaz à effet de serre, et prendre ainsi les mesures drastiques qu'exige le réchauffement climatique. Mais certainement pas si l'État s'enferme dans le vieux bunker de sa souveraineté. C'est au service des intérêts globaux du peuple de la Terre que les États sont tenus d'intervenir. Il faut ainsi revisiter l'État, pour lui assigner un statut nouveau qui est délégitime, car les États sont désormais requis de se mettre au service des priorités écologiques communes de l'humanité. Les États doivent en finir avec leurs attermoissements, comme cela a été le cas avec le protocole de Kyoto ; il faut dénoncer leur capitulation devant les grands pollueurs internationaux, ainsi les pétroliers. Seules les forces de la société, organisées ou non, peuvent briser cette collusion entre les États et les marchés. Et nous devons, comme syndicats, comme structures associatives, être à la hauteur de ce mandat nouveau.

La polarité Nord-Sud.

Depuis la chute du Mur de Berlin, le système géopolitique ternaire, selon lequel le Tiers-Monde disposait d'une autonomie limitée mais réelle entre l'Est et l'Ouest, a fait place à une situation binaire ; le Sud s'est retrouvé à la merci du Nord. Et la vision de ces milliards d'êtres humains s'enfonçant dans la déréliction hante nos esprits.

Mais voici que la pollution des airs et des eaux, le réchauffement climatique, la hausse du niveau des océans viennent accabler conjointement le Nord et le Sud ; le Sud ne peut pas plus s'en désintéresser que le Nord. Ainsi, la même fragilisation des zones littorales frappera sans distinction les terres inondables de la riche Hollande et les terres inondables du misérable Bangladesh.

Seule une action concertée de toutes les sociétés de la planète et de leurs États peut éviter que la planète de vie devienne une planète de mort. Action concertée, mais non indifférenciée ; car elle devrait prendre en compte tant les capacités inégales des pays riches, que les besoins inégaux des pays pauvres.

Mais voici que les pays du Sud, et plus précisément les forces sociales dominantes du Sud, viennent exiger de se développer, y compris par des programmes énergétiques qui aggraveront lourdement le réchauffement climatique. Ce discours, très influent en Chine, au Brésil, en Malaisie, dans les pétro-monarchies, revendique le droit de répéter nos errements, et ne se prive pas de nous l'envoyer dire... Sur quelles bases pouvons-nous récuser ce prétendu droit du Sud à reproduire le modèle de croissance du Nord, si désastreux que soit celui-ci pour l'environnement global ? Le Nord-Sud ne peut devenir un champ de solidarité écologique mondiale que si le Nord sait d'abord payer pour les besoins immenses du Sud, dans le respect des priorités écologiques.

Le global comme impératif politique

Ce terme de global est souvent revenu dans mon intervention — mais sans être frappé du signe négatif qu'on y associe souvent. C'est dire qu'il mérite lui aussi d'être revisité. Nous allons certes continuer à combattre la « globalisation » (mot plus courant en anglais ou en espagnol), la mondialisation des marchés spéculatifs et des appétits financiers. Mais le global est aussi une propriété objective de la crise écologique, ainsi avec le réchauffement climatique. Et les lourdes responsabilités que cette crise nous impose sont non moins globales, et non moins politiques. C'est globalement qu'il nous faut agir, en donnant congé au vieux slogan démodé des années 70, qui prescrivait « de penser globalement et d'agir globalement ». Cessons donc de démoniser mécaniquement et unilatéralement le global.

Construire une culture écologique à la mesure des nouvelles exigences politiques de notre époque, c'est donc construire les instruments politiques globaux, capables de faire face aux nouveaux périls que nous affrontons. Et nous n'attendrons pas l'hypothétique naissance d'une super-État mondial... Vaste chantier, piégé mais inéluctable.

Le global devient le cadre même dans lequel s'organise désormais le périlleux face-à-face entre société et nature ; c'est dans le global que l'humanité doit aujourd'hui maîtriser son destin. L'écologie en crise met en péril l'avenir même de la société